Zemmora

arrondissement de Mostaganem
département d'Oran

novembre 1941 — juin 1946

par Monsieur Charles Kleinkneicht

À Constantine, un soir d'octobre 1941, ayant quitté mon bureau pour rejoindre notre appartement dans le quartier extérieur de Bellevue, je remontais les arcades du Boulevard Seguy-Villevaleix lorsque, arrivé à la hauteur d'un petit square, je ne pus réprimer le pressant besoin de soulager ma vessie. Me cachant derrière un modeste buisson, convaincu d'échapper aux regards des rares passants, j'arrosai tranquillement le pied d'un arbuste lors qu'une main ferme se posa sur mon épaule :
« C'est *défendi !* » Me retournant, je me trouvai nez à nez avec un vigile municipal, arabe d'un certain âge, portant un brassard officiel, et qui, dans un sabir de bon aloi, me fit comprendre que je devais lui décliner nom et adresse en vue d'un procès-verbal de la police. Après lui avoir demandé de me laisser achever en toute quiétude mes épanchements, je lui donnai les précisions demandées et, après un échange de quelques souvenirs entre anciens tirailleurs, je repris mon chemin en maugréant, et j'oubliai cet incident.
Quelques jours plus tard, je reçus une convocation du Commissaire Central sans autre précision, mais nullement surpris, pensant que c'était la suite logique de mon infraction à la salubrité publique. En réalité, je fus accueilli par un fonctionnaire souriant, plein de prévenances et qui me remit une décision ministérielle m'affectant au poste d'administrateur-adjoint stagiaire à la commune mixte de Zemmora, dans le département d'Oran, poste que je devais rejoindre dans les délais les

meilleurs. Grande fut ma satisfaction. J'attendais impatiemment, depuis plusieurs mois, mon entrée dans les Services Civils d'Algérie et avais rappelé mon existence au Gouvernement Général, craignant qu'après la situation confuse créée par la guerre, on m'ait oublié, que l'on me crût disparu ou peut-être retenu en Alsace annexée.
J'avais quitté l'École Nationale de la France d'Outre-Mer avec un diplôme en juin 1937 pour obtenir enfin, en novembre 1941, soit quatre ans et demi après, la première affectation de ma carrière administrative. Il est vrai que le service militaire de deux ans, la guerre et ses prolongements étaient passés par là !
Joie bien sûr, et inquiétude aussi. Quelles difficultés, Manou et moi, allions-nous rencontrer ? Comment allais-je réussir ? Cela n'entamait pas mon enthousiasme et, dès mon retour à la maison, nous avons recherché sur une carte du Département d'Oran ce Zemmora inconnu. Nous n'avions guère de temps à consacrer aux états d'âme.

L'autorité militaire qui, parce que j'étais originaire de la zone interdite d'Alsace-Lorraine, m'avait offert dès octobre 1940 un poste provisoire dans le cadre du personnel civil de la guerre et affecté au service civil des contrôles techniques à Constantine, n'avait aucune raison de me retenir dans un emploi qui, d'ailleurs, ne me passionnait guère. Nous ne disposions que d'un bref dé-

lai d'un mois pour trouver un déménageur, préparer nos caisses et notre mobilier, prendre congé de mes chefs, de mes collègues et de nos relations, et c'est le 26 décembre 1941 au soir, entre Noël et nouvel an, que nous débarquions tous deux sur l'unique et obscur quai de la gare de Zemmora, par un vent glacial, après un bref voyage dans un confort très relatif. L'activité des chemins de fer d'Algérie était ralentie par économie, les wagons étaient bondés. Les locomotives marchaient au charbon des mines de Kenadza - les seules exploitées dans le pays - dont les épaisses volutes de fumée et d'escarbilles dégageaient une forte odeur de soufre. La petite cité était assez éloignée du centre et il fallait parcourir de longues rues monotones avant d'arriver au siège de la commune mixte. Les très rares passants devaient regarder avec surprise et curiosité ce couple insolite, chapeauté, chargé de lourdes valises. Un jeune garçon avait bien voulu nous accompagner pour nous indiquer le chemin.
Précédée d'une petite place entourée de grands arbres dénudés et de grilles, apparaissait enfin la façade de ce qui devait être notre cadre de vie pendant près de six ans. Laissant Manou au milieu des bagages et poussant le portail, je fus accueilli par un ***chaouch*** quelque peu somnolent lequel, lorsqu'il comprit qu'il se trouvait en présence du nouvel adjoint, se mit au garde-à-vous avant de filer prévenir mon futur patron. Celui-ci, manifestement dérangé dans son intimité familiale, vint vers

moi pour me dire qu'il ne nous attendait pas de sitôt, me remit les clefs de notre logement et me fixa rendez-vous pour le lendemain à son bureau. Se ravisant, il alla me chercher une bougie, m'expliquant que le compteur, enlevé depuis deux mois suite au départ de mon prédécesseur célibataire, n'avait pas été remplacé.

Cette première nuit dans une maison poussiéreuse, glacée, à la lueur d'une unique bougie, avec une cuisinière électrique inutile, sans bois à glisser dans le poêle, était sinistre. Quelques carreaux brisés laissaient voler vers l'extérieur des rideaux déchirés. Des bandes de papier peint, décollées par l'humidité, étaient partiellement retenues par des punaises. Des chauves- souris volaient à travers les pièces. Des denrées pourrissaient dans des casseroles. Les matelas étaient douteux et les draps absents ! Ma pauvre Manou en pleurait et se mit, dès le lendemain, au travail de nettoyage et de remise en ordre. Ce n'est qu'à l'arrivée de notre déménagement et grâce à l'octroi de menus crédits chichement accordés, que Manou sut créer une ambiance de confort que chacun nous enviait.
Baalech, un brave ***chaouch***, ancien militaire, âgé et peu efficace, nous fut affecté comme homme à tout faire. Sa première mission consista à nous faire livrer du bois par un commerçant et à le débiter pour assurer l'alimentation du poêle. En attendant la remise en service de la cuisinière électrique, l'arrivée de nos propres affaires et

une connaissance précise des possibilités de ravitaillement, nous prenions nos repas à la pension Chisbert, modeste mais accueillante, dont la patronne s'efforçait d'accommoder au mieux les lentilles qui tenaient une grande place dans ses menus.
Nous conservons un souvenir précis de notre première invitation à goûter dans la famille de mon patron, contact formel, conversation anodine autour d'un verre d'Anthésite et d'une assiette de gâteaux secs, où nous nous sentions observés, décortiqués, l'administrateur et son épouse cherchant à analyser ce jeune couple qui allait vivre et travailler à leur côté. Méfiance, sans doute justifiée par les contingences politiques de l'époque, par les surprises parfois désagréables que l'on pouvait rencontrer dans notre carrière chez des adjoints avec lesquels on voulait coopérer en équipe et parmi lesquels on trouvait des ambitieux qui cherchaient à vous évincer, des intrigants parfois malhonnêtes contre lesquels il fallait se défendre avant d'obtenir leur mutation. En nous faisant les honneurs de leur vaste appartement, banalement meublé mais où un piano droit était mis en évidence, ils nous firent admirer la belle vue qu'ils avaient sur la plaine de Relizane, mais Manou n'eut de regard que pour l'énorme masse de bois de chauffage stocké en contrebas dans leur cour et qui semblait nous narguer, nous qui allions retrouver une maison glaciale !
L'administrateur en chef qui était en fin de carrière, dirigeait sa circonscription depuis près de vingt ans avec le

souci de ménager les deniers publics. La haute administration estimait, à juste raison, qu'après quelques années, il fallait remplacer les chefs de commune et leurs adjoints, même s'ils avaient parfaitement réussi dans leurs contacts et leur autorité auprès des diverses populations, par des collègues aux idées différentes et nouvelles. Ceci pour faire évoluer les choses et entraîner une amélioration constante sur le plan économique, social, équipement routier, scolaire, et dans les multiples autres domaines de notre mission. Cette situation permettait d'expliquer le délabrement des bâtiments publics qui était tel - à titre d'exemple - que la chambre dite du Sous-Préfet qui se trouvait au-dessus du propre appartement de l'Administrateur, était une véritable passoire d'où s'échappait, par forte pluie, un flot qui dévalait les escaliers ! A croire que le Sous-Préfet limitait ses tournées *aux champs* aux seules périodes de soleil et de sécheresse !

La Commune Mixte, qui dépendait de l'arrondissement de Mostaganem, avait son siège dans la petite ville du même nom, située à 300 mètres d'altitude sur la route de Relizane à Tiaret et sur la voie ferrée reliant ces deux centres. Forte de ses 2400 habitants, Zemmora avait été érigée en commune de plein exercice, dirigée par un maire et son conseil municipal à l'image des cités de la métropole. Les Européens, d'origine surtout française et espagnole, petits colons, artisans, commerçants ou fonc-

tionnaires, relativement nombreux, étaient mêlés aux autochtones. Les familles juives étaient rares. Les services publics tels la justice de paix, la ***mahakma***, la gendarmerie, la perception, l'école des garçons et celle des filles, la caisse agricole, étaient groupés autour de l'église, de la mosquée, du monument aux Morts et des bâtiments et annexes de la Commune Mixte.
Celle-ci étendait sa juridiction autour de Zemmora sur un très vaste territoire couvrant des plaines de cultures vivrières, des coteaux de vignobles et surtout des montagnes couvertes de forêts, contreforts du massif de l'Ouarsenis, importante chaîne de l'Atlas. Ses 50.000 habitants étaient, pour l'essentiel, des autochtones sédentaires regroupés en ***douars*** d'importance variable. Ils appartenaient à des tribus dont les noms chantent encore à nos oreilles : les Ouled Zid, Ouled Amrane, Beni Dergoun pour la plaine de Relizane, les Beni Louma et Rahoula pour la vaste zone à céréales des abords de Montgolfier, les Beni lssaad, Chabet-Diss, Ouled Barkat, Taasalet pour les coteaux et les forêts. Ces quatre dernières tribus formaient la grande confédération des Flittas, arrivée d'Arabie avec l'invasion du XIème siècle pour se mêler au fond berbère de la population d'origine. Ses excellents cavaliers s'étaient distingués à travers les siècles par leurs razzias et leur bravoure.
Lors de la conquête française, après une dure résistance, ils se rallièrent et constituèrent dès lors une pépinière de spahis et surtout de tirailleurs qui, mêlés à l'armée d'A-

frique, se couvrirent de gloire sur tous les champs de bataille. J'eus la chance de commencer ma carrière à leur contact. Mes années passées au 3ème Régiment de Tirailleurs avec mes camarades musulmans et les hommes que j'avais sous mon commandement, m'ont permis de pénétrer quelque peu l'âme arabo-berbère, d'apprécier la fierté de ces populations, leurs susceptibilités, leur hospitalité, les convenances sociales à respecter. Ayant partagé avec eux le bivouac et la gamelle, les longues marches, les fatigues mais aussi les peines et les joies, je savais quelles erreurs psychologiques il fallait éviter. Mon expérience me fut donc précieuse et me permettait d'avoir des rapports de confiance et de respect mutuel avec mes administrés. Mes progrès en langue arabe n'étaient pas le moindre de mes atouts pour créer un climat favorable et m'aider parfois à dénouer avec succès les délicates situations qui pouvaient se présenter.

Les Européens installés sur notre territoire vivaient, soit dispersés au milieu des tribus dans des fermes isolées, soit regroupés dans les centres de colonisation de Ferry, Kenenda, Mendez, Henri-Huc, petites agglomérations où le bistrot côtoyait le café maure, où les instituteurs fréquentaient le chef de gare, le garde champêtre, le gérant de la cave coopérative, celui des silos à céréales et l'adjoint spécial, fier de son mandat de représentant de l'administration communale.

Je m'attachai avec ardeur à mes fonctions, recherchant le dialogue, soucieux de bien connaître physiquement la circonscription, de rencontrer le ***fellah*** dans son champ, le colon dans sa ferme, apprendre par eux leurs problèmes quotidiens, leurs besoins, sonder leurs réactions face aux événements. La tâche était délicate en cette période de pénurie qui avait suivi l'Armistice de 1940. Beaucoup de jeunes indigènes et Européens, retenus prisonniers dans les stalags, posaient à leurs familles angoissées de graves problèmes de survie.

La défaite avait été ressentie avec surprise et amertume par nos populations musulmanes, mais leur fidélité demeura sans faille. On voulait croire au redressement de la France, on gommait les querelles partisanes et cet état d'esprit facilitait notre mission.

Nos populations acceptaient les graves difficultés matérielles imposées. Nous avions la lourde charge d'assurer leur approvisionnement et de répartir avec le maximum de justice et d'égalité les denrées raréfiées. Les cartes de ravitaillement donnaient droit, comme en métropole à des rations très mesurées d'huile, de sucre, de café, mais des denrées telles que beurre, œufs, pommes de terre, viande de bœuf, étaient aussi introuvables que le savon, les objets manufacturés, les tissus. Plus d'ampoules, plus de verres ni de chaussures, fil, aiguilles. Sur le marché, on trouvait encore des légumes et des fruits du pays, mais aussi de la viande de mouton et des poulets étiques. Le problème de la pénurie ne faisait que

se compliquer au fil des mois et des années de guerre, nous aurons l'occasion d'y revenir.

C'est dans ce contexte d'incertitudes et de difficultés que j'ai commencé l'année de stage prévue par les règlements. Mon Patron, Monsieur Ivara, m'avait confié notamment le service des pensions, les œuvres sociales, les problèmes de ravitaillement et de distribution, les rapports avec les services médicaux et judiciaires. Il fut pour moi un excellent initiateur à ce pays, mais, en place depuis deux décennies, il était devenu trop casanier, limitant au maximum ses tournées dans le bled. Il est vrai que la seule automobile dont nous disposions avait dû être transformée à l'alcool et que l'attribution mensuelle de ce précieux carburant était très mesurée. Quant au cheval, il y avait belle lurette qu'il ne le pratiquait plus.
L'administrateur en chef disposait en principe de deux adjoints qui le démultipliaient dans son action. Lors de mon installation, les deux postes étaient vacants. L'un m'était réservé, quant au second, on attendait l'arrivée d'un titulaire retardée par une mutation laborieuse. Nous disposions d'un secrétaire principal qui avait la haute main sur la gestion du budget et l'organisation des divers services, le contrôle des dépenses et des justifications, les rapports avec les services comptables de l'État.
Les problèmes que j'avais à traiter étaient des plus va-

riés. Une bonne partie du travail consistait à régler les différends entre les administrés, doléances entre voisins pour empiètements, dégâts aux cultures, contestations de droits d'usage, de passage, contrats de métayage, vols d'animaux. Il fallait jouer au conciliateur, trouver un compromis, trancher. Les réclamations devenaient délicates lorsqu'il s'agissait d'exactions dont se serait rendu coupable tel notable ou agent de l'administration. Des confrontations étaient parfois nécessaires tout comme des déplacements sur place pour enquête. Les plaignants étaient tous reçus et écoutés. Mon bureau leur était toujours ouvert. Ils venaient en principe le jour des ***chikayas*** qui correspondait au jour du marché hebdomadaire. La règle voulait que chacun puisse s'exprimer devant un des administrateurs, quel que soit son rang dans la société. Certains jours, ils étaient assis, nombreux, sous les arcades et nos cavaliers avaient parfois bien du mal à éviter des incidents entre partis adverses et à maintenir une relative discipline. Les caïds et adjoints spéciaux qui traitaient eux-mêmes les problèmes mineurs nous adressaient leurs rapports ou de mandaient notre intervention. Le courrier, rédigé surtout en arabe, était traduit par le ***khodja***, notre interprète officiel qui assistait aux ***chikayas***, nous mettait en garde contre les râleurs habituels mais risquait de nous influencer.
Les questions de droit commun et de droit musulman étaient de la compétence du juge de paix ou du cadi.

Quant aux gendarmes et gardes forestiers, ils s'occupaient des infractions pénales. Nos services administratifs, confiés à un personnel presque essentiellement autochtone, compétent et appliqué, fonctionnaient correctement. Peu à peu, d'ailleurs, j'ai renoncé à la présence de l'interprète lorsque je recevais un administré, constatant que, en mêlant le sabir et mes connaissances linguistiques, je parvenais fort bien à me faire comprendre. J'avais ainsi un contact plus direct avec mes interlocuteurs et faisais des progrès sensibles en arabe parlé. Les formules et gestes d'accueil me devinrent vite familiers et instinctifs, m'évitant de faire des impairs blessant les susceptibilités, les salutations échangées par exemple, le tutoiement intempestif et mal venu lorsque le visiteur pratiquait le français, les questions indiscrètes sur la santé de la ou des épouses et autres règles nombreuses et subtiles de bienséance. Ne pas abuser du terme de Sidi qui ne saurait être réservé qu'à Dieu. Sidi ou Sidek, Allah (mon Seigneur et ton Seigneur, c'est Dieu !) Savoir parler dur et fort était parfois indispensable, une juste colère était acceptée et efficace. Il fallait se montrer d'une grande impartialité, faire preuve d'une honnêteté intransigeante et refuser le plus modeste des cadeaux bien que, dans ce domaine, des nuances aient été nécessaires pour ne pas provoquer des vexations. J'y reviendrai.

Trop rares étaient les sorties que je pouvais me permettre, au moins jusqu'à l'installation, début 1942, du 2ème

adjoint, mon collègue Lachampt qui avait une formation de juriste et une forte culture générale et qui avait réussi le concours d'entrée des administrateurs. Venant directement de la métropole, son adaptation ne fut pas facile. Le patron répartit les tâches entre nous et la collaboration s'avéra cordiale. Célibataire, il partageait souvent nos repas, surtout à la pension Chisbert où chaque plat de lentilles qui lui était servi donnait lieu à de violentes imprécations contre ces sales boches, responsables des restrictions alimentaires qui nous étaient imposées. M'échappant le plus possible de mes paperasses, je multipliais les tournées. Parfois je rejoignais par le train une des nombreuses stations qui desservaient notre territoire. Là, une monture m'était préparée pour rejoindre tel ***douar*** ou tel coin de bled pour examiner sur place et, si possible, régler un conflit en présence des intéressés et des représentants locaux, en général relatif à des limites de propriétés privées ou de louage de terrains collectifs ou ***arch*** appartenant à la tribu. Ou alors, je me faisais préparer le cheval d'un de nos cavaliers et accompagné en général du brigadier Hadj, je rayonnais autour de Zemmora, rejoignant telle ferme isolée ou tel petit hameau pour rencontrer sur place le ***caïd*** et les élus de la ***djemaa***, pour examiner avec eux les problèmes qui les préoccupaient, discuter de l'emplacement d'un futur puits, du tracé d'un nouveau chemin, du choix d'un commerçant pour la distribution du ravitaillement de leur ***douar*** en fonction de son éloignement, de son hon-

nêteté et de la confiance qu'ils lui accordaient. J'aimais surtout emprunter les sentiers de montagne, escarpés et encombrés de roches, où il fallait abandonner les rênes et laisser au cheval le soin de trouver son équilibre en posant ses sabots à sa guise. Il n'était pas facile de rejoindre ainsi la pittoresque vallée de l'***oued*** Mina et le village de Sidi Mohamed Benaouda, situé dans un cirque de montagnes arides, dominé par une ***Koubba*** blanche perchée sur une aiguille abrupte et qui abritait la tombe d'un saint personnage venu vivre là, au début du XVIIème siècle, en anachorète et en compagnie de ses lions, vénéré par les Flittas. Ceux-ci organisaient chaque année, en ce lieu, un des plus importants pèlerinages de la région. J'ai pu y assister une fois, invité avec mon patron. Étonnant spectacle que cet énorme rassemblement de campements hétéroclites éparpillés autour de la ***Koubba***, entre lesquels circulaient une multitude de familles aux vêtements colorés et de très nombreux cavaliers qui ne cessaient de se regrouper pour organiser, derrière les oriflammes des tribus, des fantasias endiablées, soulevant la poussière dans un crépitement de détonations, excités par l'odeur de poudre et les youyou stridents des femmes. Quel contraste avec l'impressionnant silence à l'heure de la prière où, du rassemblement des hommes alignés dans un ordre parfait, montait un émouvant murmure à la gloire d'Allah. Deux vastes tentes en poil de chèvre attiraient l'attention. Dans l'une, les chefs et notables des Flittas se retrouvaient.

C'est là qu'ils recevaient autour de somptueux méchouis leurs invités des autres régions et les autorités locales et préfectorales. La seconde tente était réservée aux distractions profanes et fréquentée par les seuls hommes. Il en émanait la musique lancinante des ***raïtas*** et tambourins accompagnant les Ouled Nails dont les danses du ventre étaient particulièrement prisées. J'ai adopté moi-même Sidi Mohamed Benaouda comme marabout protecteur et, jusqu'à ce jour, je l'ai toujours invoqué instinctivement, par exemple en montant dans ma voiture personnelle, comme d'autres invoqueraient Saint-Christophe. Allez savoir pourquoi !

Nos tâches nous absorbaient à temps plein, Manou et moi. Seulement le soir, nous pouvions commenter les nouvelles relatives à l'évolution de la politique et de la guerre qui nous étaient distillées par le quotidien L'Écho d'Oran et par la radio. Dans la population, la Révolution Nationale se mit en place dans les esprits et dans les faits, sans excitation excessive, mais aussi sans opposition apparente. Dans les écoles, le salut aux couleurs réunissait, le lundi matin, autour des élèves et des maîtres, des délégués de la municipalité, des anciens combattants. La Commune Mixte détachait un représentant. Mon collègue protestait violemment en son for intérieur contre cette corvée, tout en s'exécutant tout de même. Personnellement j'estimais que dans la situation de désarroi où se trouvait notre malheureuse patrie, ce

cérémonial ne pouvait qu'affermir la volonté d'œuvrer à son redressement et créer un élan de solidarité entre toutes les composantes de la population. Une section locale de la Légion des Combattants s'était constituée, mais sans intention d'influencer les autorités. Elle participait parfois à la surveillance des distributions de denrées rares pour éviter les abus. Ses nombreux membres étaient fiers de défiler aux fêtes nationales dont celle du 1er mai, instituée par le Gouvernement de Vichy, n'était pas la moins symbolique. Jeanne d'Arc était honorée avec ferveur et je me souviens qu'en 1942, j'avais été désigné pour représenter l'administration à la mosquée où les ***tolbas*** récitèrent en l'honneur de la Sainte une prière fort émouvante, témoignage de l'état d'esprit de l'époque.

Au siège de la Commune Mixte, la Croix-Rouge, animée par Madame Ivara, Manou et quelques rares dames dévouées avaient organisé un magasin de denrées, alimenté par des achats ou des dons en nature, destinés à la confection de colis pour la centaine de prisonniers que comptait notre territoire. Parfois une couleuvre, glissée entre les boîtes de sardines, de thon, petits pois, ***corned-beef***, confitures, semait la terreur sans décourager les emballeuses. Cartons et ficelle devenant introuvables, des paniers en roseau avec couvercles en rosace, furent tressés dans les douars et fermés avec du fil de fer dangereux pour les mains de nos bénévoles.

La bonne entente qui régnait alors entre les divers élé-

ments de la population, dans la cordialité et le respect, était pour moi le miracle de la campagne algérienne où les gens vivaient imbriqués les uns aux autres dans le travail, les cafés, les sports, dont le football et les boules se partageaient la vedette. Les quelques familles juives qui vivaient à Zemmora et dans nos centres ne connaissaient ni brimade ni exclusion. Artisans ou commerçants n'étaient pas touchés par les lois discriminatoires couvrant la fonction publique. Néanmoins, un incident devait m'opposer à la municipalité de Zemmora. Désireuse de favoriser un artisan retraité de l'armée, elle prétendait, au nom de la Révolution Nationale, interdire à Monsieur Dran, paisible bourrelier habile et consciencieux auquel la commune faisait appel depuis de longues années pour fabriquer des harnachements, entretenir les selles de nos cavaliers, de continuer à travailler pour l'administration. Ma réaction fut violente et comprise, et ce brave homme qui avait le tort d'être juif ne fut plus importuné. C'est le seul cas d'antisémitisme que j'ai pu relever.

J'ai eu l'occasion d'intervenir en d'autres circonstances pour limiter les effets de propagandes officielles qui pouvaient influencer certains et les entraîner dans des aventures dangereuses. Ainsi, Zemmora vit passer un jour une délégation itinérante de la L.V.F. (Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme) qui avait tenu une réunion publique invitant les jeunes à s'engager. Un volontaire s'était présenté, le fils de mon coiffeur,

garçon solide et sympathique, qui voulait se battre pour ce qu'il croyait être son idéal. Son père, très inquiet, me fit part de cette décision et j'ai pu heureusement, trouvant les arguments dans la situation malheureuse de mon Alsace sous la botte, dissuader ce jeune qui, devenu par la suite combattant de la 2ème D.B., puis gendarme, me marqua pendant de longues années, sa reconnaissance. Par ailleurs, une propagande circulait dans les tribus selon laquelle l'Allemagne recherchait des travailleurs volontaires. Plusieurs braves gars, chômeurs, étaient venus se présenter à notre bureau pour se faire diriger sur la métropole. Je pus les éconduire en leur trouvant du boulot sur place. Je dois dire que personne, en haut lieu, ne m'a jamais reproché mes réactions épidermiques.

Ma mémoire a retenu, en 1942, quelques événements marquants qui se situent avant le grand tournant du débarquement des forces américaines :

La visite inattendue d'un membre de la Commission Italienne d'Armistice venu faire sur place un contrôle intempestif. Nous étions heureusement prévenus par l'autorité militaire, ce qui a permis à mon patron de s'éclipser et de me laisser seul avec, pour mission, de me débrouiller. Je n'en menais pas large, décidé à me montrer le moins coopératif possible. Se présenta devant nos bureaux un commandant français que je reçus avec cor-

dialité et qui me présenta un haut gradé italien, sanglé dans un uniforme impeccable, mais dont j'ai ignoré la main tendue. Il avait pour mission de vérifier un dépôt d'armes dont nous étions, d'après ses informations, détenteurs. J'ai joué au jeune stagiaire qui était vaguement au courant d'un tel dépôt dont l'administrateur en chef, détenteur des clefs, s'occupait personnellement, mais il était malheureusement absent. À mon grand soulagement, cet officier, qui visiblement *s'en foutait,* se contenta d'admirer les beaux arbres et les géraniums qui entouraient le jet d'eau de notre bassin, pour s'exclamer « ***Quela bella verdure*** ! » de faire un tour de principe des bâtiments, déclarer qu'il reviendrait et repartit comme il était venu, sans insister et sans avoir pu vérifier les 25 fusils Lebel et les munitions dont nous étions effectivement détenteurs. Les événements ne devaient pas lui donner l'occasion de revenir !

La visite officielle du gouverneur général Yves Chatel, successeur du général Weygand à la tête de l'Algérie et qui faisait sa première tournée en Oranie. L'étape de Zemmora comportait, outre le traditionnel dépôt de gerbe au Monument aux Morts, un défilé d'un ***goum*** rassemblant des cavaliers de nos tribus, des discours et un repas dans les salons de l'administrateur. Ce fut le grand branle-bas de combat pour moi et pour Manou qui fut également de la fête et de sa préparation. En l'absence de mon collègue Lachampt, parti en congé en

métropole où il devait mourir brutalement d'une typhoïde, j'étais chargé de l'organisation des cérémonies et de leur bon déroulement et surtout de rassembler la centaine de cavaliers dont je devais prendre le commandement pour défiler au petit trot devant le gouverneur, sabre au clair. Manou, quant à elle, était réquisitionnée pour la confection urgente de rideaux et autres préparatifs. Ses parents étaient heureusement venus de Bône pour séjourner quelque temps auprès de nous et ma belle-mère, parfaite couturière, lui fut très précieuse pour ces travaux d'aiguille. Mais le jour J, alors qu'elle s'apprêtait à se rendre au Monument aux Morts, intervint un coup de sonnette intempestif d'un ***chaouch*** porteur d'un cageot de rougets qui lui demanda, de la part de la patronne, « *d'éplucher ça*. » C'était un ordre. Manou s'exécuta pour éviter un incident. Prévoyant les éventuels baisemains, de tradition chez ces messieurs, elle imaginait l'odeur de poisson persistante qu'ils ne manqueraient pas d'apprécier ! Le gouverneur fut accueilli par un ciel d'azur, soleil intense. Un vrai temps du maréchal, selon l'expression de l'époque. Je trouvais sur le champ de manœuvres groupés autour de leurs notables, sur des montures harnachées de cuir et de selles brodées d'or, mes cavaliers, superbes, drapés dans leurs ***burnous*** bleus avec leurs bottes en ***filali*** rouge, leurs ***mouqualas*** sur l'épaule. Les bêtes étaient nerveuses, leurs hennissements pouvaient inquiéter le cavalier moyen que j'étais et qui devait les conduire dans un or-

dre rela- tif. Mais j'avais sans doute la chance avec moi et notre passage au petit trot à travers la petite ville et devant le Monument aux Morts où je saluai le gouverneur se déroula sans incident. Il n'en fut pas de même à l'étape du lendemain, à Tiaret, où mon camarade de Loye, défilant dans les mêmes circonstances à la tête de son ***goum*** fit, sur le macadam, une chute très grave qui faillit être mortelle. Il fut, dès lors, interdit aux administrateurs de participer à de telles démonstrations pour lesquelles ils n'étaient pas suffisamment préparés. La réunion autour du gouverneur fut sympathique. Comme Manou et Jacky, le fils de l'administrateur, servaient tous deux l'apéritif, Monsieur Chatel ne put s'empêcher de féliciter Madame Ivara... « *d'avoir de si beaux enfants*. » Les inévitables baisemains n'altérèrent pas son image, les bains réitérés d'eau salée, de citron et de javel s'étaient révélés efficaces. J'avais à table, la surprise de trouver à mes côtés, Paul Marion futur ministre, ancien compagnon de Doriot et qui, à en juger par l'orientation de la conversation, semblait envoyé en mission par Vichy pour enquêter sur place sur l'état d'esprit et les besoins de nos populations.

En octobre, une terrible épidémie de typhus déferla sur le pays, frappant surtout les populations indigènes qui vivaient dans des conditions d'hygiène précaires, sans épargner les Européens qui étaient à leur contact dans la rue, sur les marchés, dans les transports en commun. Un

simple pan de ***burnous*** lancé sur l'épaule, pouvait vous envoyer un pou transmetteur... Devant la multiplication des malades et des morts, des moyens radicaux s'imposèrent. Notre médecin de colonisation se multiplia au maximum. L'hôpital et les infirmeries du bled étaient débordés.
Des centres d'épouillage furent organisés, les vêtements étuvés, les gens passés à la douche puis aspergés de poudre D.D.T. Des équipes d'infirmières spécialisées venues d'Alger furent envoyées dans les centres et les ***douars*** pour y procéder à une vaccination générale des populations, rassemblées et alignées par les soins de l'administration.

L'épidémie battait son plein, lorsque je fus moi-même atteint d'une violente crise de dysenterie amibienne héritée de mon séjour dans le Sud-tunisien et qui s'était brusquement réveillée. Les médicaments classiques s'avéraient incapables de maîtriser la fièvre qui me clouait au lit. Le médecin, lui-même atteint par le typhus, ne m'était plus d'aucun secours.
Un de nos ***caïds*** qui était venu me rendre visite, se fit fort de me guérir avec une herbe qui poussait dans certaines zones de pâturage où l'on faisait paître les troupeaux pour les purger. Dès le lendemain, il apporta une brassée de cette herbe, cueillie par ses femmes, recommandant à Manou d'en faire une infusion, affreuse au goût, qu'elle me fit ingurgiter de force. J'étais prêt à

tout avaler. Et, oh miracle, deux jours plus tard, la fièvre et les douleurs avaient disparu et, depuis lors, je n'ai plus jamais souffert de cette maladie tenace que je traînais depuis si longtemps. J'en suis resté reconnaissant à ce brave homme qui était un lointain parent de la famille royale senoussiste de Libye, remplacée depuis lors par le fameux Kadhafi.

L'épidémie qui avait fait beaucoup de victimes venait à peine d'être jugulée, qu'éclata le coup de tonnerre du débarquement américain du 8 novembre 1942 sur les côtes du Maroc et de l'Algérie. Des combats sporadiques et déconcertants furent rapidement stoppés grâce à la sagesse et à la modération du général Juin chargé de la défense du territoire. Dès le 13 novembre, l'amiral Darlan, présent à Alger, nommé haut-commissaire en Afrique du Nord par Vichy, pouvait remettre toute cette région dans la guerre aux côtés des alliés, au nom du maréchal. Quelques excités, à Zemmora, étaient prêts à édifier des barrages de chariots sur les routes pour... retarder la progression des colonnes américaines, mais il fut facile de les convaincre que la petite ville subirait, en réaction, des dommages incalculables ! Le général Giraud, nommé commandant en chef en Afrique du Nord, galvanisa le pays avec sa fameuse devise « Un seul but, la Victoire » affichée sur tous les bâtiments officiels. La coupure brutale avec la métropole était un rude choc, mais nous ressentions un immense espoir.

Nous osions rêver à la libération de notre patrie grâce à son Empire tout en mesurant combien le chemin serait long et les sacrifices immenses. Nous allions connaître un réel tournant dans le conflit mondial. L'armée d'Afrique, réorganisée dans la clandestinité, malgré un armement et un matériel désuet et insuffisant, allait, sous le commandement de Juin, se lancer dans la bagarre avec courage et établir un premier barrage contre les forces de l'Axe, en Tunisie, pour permettre aux alliés de débarquer leurs forces et leur matériel, de s'adapter au terrain, de préparer leur offensive, d'équiper nos unités, les former à l'emploi du nouveau et puissant matériel de guerre mis à leur disposition. C'est dans ce contexte que s'achevait mon stage, à la satisfaction de mon chef, et comme je venais de subir à Oran avec succès l'examen d'Arabe parlé et écrit et d'obtenir du premier coup la note 1 indispensable pour les futurs avancements, je fus nommé administrateur adjoint de 2ème classe. Bien qu'officier de réserve, j'étais placé en *affectation différée,* comme l'ensemble des administrateurs mobilisables mais dont le rôle était alors essentiel. Ils avaient mission de maintenir les populations de l'intérieur dans le calme, assurer au mieux le ravitaillement, surveiller les réactions, pendant que se déroulaient à Alger des événements graves : l'assassinat de Darlan, l'arrivée du général De Gaulle, l'imbroglio de la lutte d'influence entre lui et Giraud, l'institution d'une assemblée consultative provisoire, De Gaulle nommé président du Comi-

té français de Libération nationale, Alger devenant ainsi la capitale provisoire de la France. L'effort de guerre demandé à l'Algérie était énorme. De nombreuses classes furent mobilisées. Une grande partie de la main-d'œuvre productive rejoignait les armées. Une nouvelle classe fut recensée, il fallut organiser les rassemblements pour les conseils de révision, assortis pour les indigènes du tirage au sort. Ces opérations se déroulèrent dans le calme et la discipline. J'avais à régler au mieux les délicats problèmes posés par l'économie rurale, le contrôle des récoltes, du ravitaillement en céréales, des emblavures, selon la réglementation de l'Office du blé, dans le cadre de la S.I.P. (Société Indigène de Prévoyance) dont on m'avait confié la direction. Les nouveaux rapports avec les U.S.A. apportaient de substantielles facilités dans divers domaines. Le ravitaillement en essence redevenait plus courant, on retrouvait des pneus... au marché noir ! De précieux contingents de lait en poudre nous étaient attribués pour répartition...

Le poste de 2ème adjoint fut occupé entre temps par un nouveau titulaire, le camarade de La Grèze, venu du Constantinois, séparé de son épouse, cultivé et intelligent, mais qui avait le grave défaut d'être alcoolique et posait, de ce fait, de sérieux problèmes à notre patron qui ne savait pas trop quelles tâches lui confier. Vivant en célibataire, nous le recevions souvent et il appréciait fort le vin d'orange, spécialité de Manou, qui se bonifiait en vieillissant. Il en avait demandé la recette, en

préparait lui-même, mais ne pouvait résister à la tentation de vider, dès le lendemain, celui qu'il avait préparé la veille. Il devint, par ses aventures rocambolesques, la risée des gens. Une crise de delirium tremens devait l'emporter peu d'années plus tard.
Nous entretenions, avec l'ensemble des gens, les meilleurs rapports, refusant de nous mêler aux intrigues des uns et des autres, aux clans, gardant notre libre-arbitre et notre indépendance. Mais une sympathie particulière nous rapprochait davantage de certains. Comment ne pas les évoquer ?

- Tout d'abord les Boix. Quels braves gens, simples, serviables ! Lui, Jacques, petit fermier et agriculteur, grand gaillard aux yeux clairs, le béret basque vissé sur le crâne, n'était pas un "colon aux mains blanches" mais le paysan bien de chez nous, travailleur, attaché à sa terre et à ses ouvriers. Il aimait s'asseoir, au retour des champs, au milieu de ses "arabes", sur le bord du trottoir, devant sa demeure, discutant avec eux, leur racontant de bonnes histoires, gesticulant en faisant sans cesse pivoter son béret, jusqu'à ce que Hermance, son épouse, l'appelle de sa fenêtre pour le dîner. Le rez-de-chaussée de leur maison sentait bon, suivant les saisons, les nèfles, les coings, le cidre, les pommes, le raisin. À l'étage, les pièces carrelées étaient d'une propreté parfaite, toujours dans la pé-

nombre, les fenêtres garnies de filets brodés à grandes franges destinés à protéger contre la lumière et les mouches. La cuisine était faite au charbon de bois. Le père Boix s'était lié d'amitié avec mon beau-père. Il présidait l'abattage annuel de notre cochon. Il nous prêtait parfois carriole et cheval pour nous permettre de faire des promenades dans les environs ou pour ramener une bonbonne de vin de la cave coopérative de Kenenda. Il possédait une vieille guimbarde convertie à l'alcool dont lui seul arrivait à réparer, en pleine campagne, les fréquentes pannes, soufflant dans la tuyauterie rouillée, rafistolant avec du fil de fer. Du radiateur se dégageait en permanence un panache plus ou moins dense de vapeur. Tout voyage était une expédition aléatoire. Une fois les passagers de l'arrière installés, le conducteur leur passait un fil de fer spécial, muni d'une boucle à chaque extrémité, qu'il fallait fixer aux poignées opposées pour maintenir fermées les portières. Manou aime à raconter un voyage, en compagnie du ménage Boix, jusqu'à Mostaganem où elle venait surprendre son époux alors mobilisé dans cette ville où eux-mêmes se rendaient au baptême d'un petit-fils. Hermance, endimanchée et chapeautée, était assise seule, sur la banquette arrière, une pièce montée, confectionnée par elle-même, maintenue sur ses bras tendus pour éviter les cahots

pendant les 60 kilomètres de route et ne cessant de répéter : « Jacques, attention aux trous » à un mari qui s'efforçait d'éviter ornières et bosses. Arrêté par un automobiliste en panne d'eau, le père Boix, malgré le panache de son radiateur, ne put s'empêcher céder une partie de sa précieuse réserve.
« C'est ça ! donne ton eau, comme cela tu n'en auras plus pour toi » lui reprocha Hermance qui le talonnait : « Dépêche-toi, il y a la crème du Saint-Honoré qui fond ! » répétait-elle à un mari impassible qui maintenait à fond de course son accélérateur fatigué. Nous évoquons souvent encore ce couple pittoresque et attachant.

- (Nous avions comme voisins directs les Salvet, une des premières familles venue se fixer là. Originaire du Midi, elle créa en trois générations une magnifique oliveraie que son propriétaire, Paul, homme simple et travailleur, malgré les suites d'une grave blessure de guerre, exploitait avec des méthodes modernes. Nous entretenions avec ce ménage sympathique et cordial les meilleurs rapports, concrétisés entre autres par un troc assez étonnant. Madame Salvet élevait dans sa cour de ferme des poules dont le produit lui échappait. Ses ouvriers se servaient avant elle, prétextant que les pondeuses s'installaient sous les tas de sarments de vigne et que, donc, les œufs étaient inaccessibles !

Notre propre élevage de poules et de dindes, mis au point par mon beau-père dans une dépendance qu'il avait dotée de perchoirs, nous permettait de fournir à notre voisine une douzaine d'œufs chaque semaine. En contrepartie, elle nous assurait un demi-litre de lait par jour...

- Nous rencontrions avec plaisir le Docteur Guerrieri, médecin généraliste mais surtout médecin de colonisation (médecin civil conventionné) chargé de l'état sanitaire de nos populations, de la lutte contre les maladies endémiques telles la tuberculose, le paludisme, la syphilis, et de la gestion de l'hôpital de Zemmora et des infirmeries dispersées dans les centres, dans le cadre de l'A.M.S. (assistance médico-sociale). Cette assistance, basée sur le revenu des malades, était gratuite pour la très grande majorité des bénéficiaires et payante pour ceux qui figuraient sur une liste restreinte révisée annuellement. Lourde charge pour cet homme actif et dévoué qui formait, avec son épouse, un couple sympathique.

- Et notre curé Gaschy ? Alsacien de la région de Kientzheim, rondouillard, à l'accent très marqué, nouvellement installé dans une cure modeste, sans gouvernante, il était dans l'ensemble respecté de ses ouailles, parmi lesquelles cependant quelques

mauvaises langues allaient jusqu'à l'accuser de ... gestes déplacés. La postière, vieille fille, grenouille de bénitier, n'était pas la plus discrète sur ce sujet, accusée elle-même par la rumeur publique d'ouvrir parfois le courrier pour essayer de pénétrer dans l'intimité des ménages ! Nous aimions bien notre curé et parfois, lorsqu'il devait recevoir la visite d'un supérieur, Manou ne manquait pas de lui préparer un bon civet de lapin à partager avec son hôte. Il m'arrivait de me rendre chez lui pour bavarder en patois, autour d'un petit verre. Il suivait de près les nouvelles à la radio, et chaque fois qu'une grande manifestation nazie, avec discours du Fuhrer, était annoncée, il me téléphonait et ensemble, chez lui, nous écoutions abasourdis et furieux, les élucubrations rauques et menaçantes de Hitler, les hurlements scandés des masses énormes qu'il rassemblait, imaginant le joug sous lequel vivaient nos compatriotes d'Alsace vers lesquels allaient nos pensées et nos prières.

- J'entretenais des liens d'estime et d'amitié avec certains notables dont la sagesse et l'expérience m'étaient précieuses. J'aimais discuter avec eux, en toute confiance, autour de la traditionnelle tasse de thé, des problèmes délicats auxquels j'avais à faire face et que l'appui de leur autorité morale m'aidait à résoudre.

- Comment oublier Yeux Bleus, le caïd Bekhedda des Beni Dergoun, grand gaillard solide, jovial, homme de la terre, fermier de son état, très au courant des problèmes de culture et d'élevage, dont le dynamisme et le désintéressement étaient appréciés par les petits ***fellahs*** de sa tribu ?
  Une brutale maladie l'ayant terrassé, j'ai dû, malheureusement, assister aux sobres et émouvantes obsèques que l'Islam réserve aux siens.

- Et Benhamza, le ***caïd*** des Beni-Louma ? Il était, à l'opposé de ses collègues, un intellectuel, ancien instituteur au parler châtié, qui vous recevait dans un salon oriental garni de tapis et de cuivres et d'une bibliothèque où dominaient les ouvrages consacrés à l'histoire de France dont il était passionné. Placé à la tête d'une tribu dont il n'était pas originaire, son autorité n'était pas évidente, mais il s'imposait par sa prestance, son intelligence, son sens du compromis, son honnêteté. Les colons, d'origine surtout espagnole, disséminés dans sa tribu où certains exploitaient de grandes surfaces de céréales, lui marquaient de la considération. Ses avis m'étaient souvent fort utiles.

- J'avais surtout beaucoup de respect et d'amitié pour le bachagha Ben El Hadj Djelloul Ahmed, fils de 'Grande tente" et chef incontesté des Flittas. Di-

gne vieillard de noble prestance, il n'avait cessé de servir comme ***caïd*** des Ouled Barkat depuis 1901, puis avec le titre d'***agha*** et de ***bachagha***. Sa sagesse, son expérience, son sens politique avisé, étaient appréciés dans les assemblées locales où on lui réservait la place d'honneur. Pour lui, la fraternité franco-musulmane n'était pas un vain mot, il en était un artisan sincère et désintéressé. C'est à son contact et à celui de son entourage que j'ai compris combien étaient forts, en milieu d'Islam, les sentiments de respect des jeunes à l'égard de leurs parents et des vieillards. Ainsi, son fils Lakhdar, lui-même ***caïd***, imposant dans ses ***burnous***, ne manquait jamais de se lever à l'entrée de son père dans une pièce de la maison familiale ou dans un lieu public. Il ne se permettait pas de fumer devant son père et écrasait immédiatement sa cigarette où la jetait au loin. Il avait la même attitude vis-à-vis du garde champêtre de sa tribu qui était pourtant son obligé, mais dont il respectait l'âge et la barbe blanche. Cet exemple, j'ai pu le vérifier à maintes occasions au cours de ma carrière.

Quelle fut notre vie de famille pendant toute cette période ? Après le débarquement des alliés à Bône, mes beaux-parents inquiets voulant rejoindre leur domicile, Manou décida de les accompagner. La séparation fut d'autant plus pénible que je les savais, par les nouvelles

alarmantes de la radio, soumis aux bombardements violents que réservaient à ce port de transit de matériel de guerre et de combattants, le plus proche du front de Tunisie, les avions de l'Axe, surtout italiens. Ils y ont connu les alertes, les séjours dans des abris précaires, les immeubles écrasés, les pluies de plaquettes incendiaires. Aussi, une fois leurs affaires réglées, mes beaux-parents revinrent avec Manou après un voyage interminable de quatre jours, ralenti par les convois militaires prioritaires avec, comme seul ravitaillement, les boîtes de sardines et de ***corned-beef*** que des vendeurs à la sauvette voulaient bien leur céder. Quel soulagement pour moi de les récupérer !

Mon beau-père, heureux de se retrouver à la campagne et de disposer de notre petit jardin, eut vite fait de planter et faire pousser des légumes, de s'occuper d'élever poules et lapins dans une écurie où il avait installé cages et perchoirs. Ma belle-mère brodait, cousait ; la maison demandait beaucoup de soins et était devenue agréable grâce aux travaux de nettoyage, de peinture et de bricolage de Manou. Les dimanches, nous faisions de longues promenades dans la belle campagne Le soir, nous étions accrochés à notre petit poste Radiola, attentifs au déroulement des opérations en Tunisie et sur les autres fronts. Je ramenais en général un dossier urgent à étudier, ces dames tricotaient des passe-montagnes et des cache-col pour les colis de la Croix-Rouge. Nous sortions parfois la boîte de dominos, du loto ou du nain-

jaune. La lecture tenait une grande place et je me souviens d'avoir lu à Manou l'énorme volume d'**Autant en emporte le vent** qui connaissait alors un énorme succès, les aventures tragiques de Scarlett ne nous laissant pas indifférents en cette époque dangereuse que nous vivions.

Manou, se souvenant du triste repas de Noël 1942 où quelques sardines salées sur un gril constituaient le plat de résistance, avait décidé que cela ne se représenterait plus. Elle décida que, pour assurer un ravitaillement normal, nous allions, comme les autres familles, élever un cochon. Ce qui fut fait. Notre ami Boix nous procura un porcelet dont Manou s'occupa elle-même, lui nettoyant nez, oreilles et le reste, s'efforçant de le maintenir propre. Papa avait acheté du son, en l'absence d'orge, et préparait un brouet avec les épluchures récupérées, des oignons et vers la fin du gavage, du maïs acheté au marché noir. Devenu gras à point, l'animal pesait son quintal. Il s'agissait alors de l'abattre. Manou en était malade à l'avance. Des amis, heureusement, vinrent à notre secours. Le garde forestier retraité, Monsieur Noyde, spécialisé dans ce travail, aidé du père Boix et de papa, donnait le coup de grâce et Manou, qui avait mission de tourner dans une bassine le sang qui jaillissait de la gorge de l'animal, en était écœurée. Puis la bête, découpée dans les règles de l'art, fut transformée en boudins, saucisses, andouillettes, pâtés de foie, de tête... La viande était conservée au sel ou en confit,

les jambons suspendus au fumoir alimenté de plantes aromatiques sélectionnées par le beau-père. Cela se terminait dans la joie par un plantureux repas bien arrosé et chacun repartait avec un bon poids de cochonnaille, à charge de revanche, puisque nous allions à notre tour leur apporter notre collaboration. Cette coutume créait entre les uns et les autres des liens d'entraide et de sympathie bien précieux.

Dès l'automne, un couple de cigognes s'installait dans le grand arbre qui dominait la maison et sur notre toit. Je me plaisais à croire qu'elles venaient d'Alsace nous apporter le salut de la province momentanément perdue et je leur pardonnais le caquetage incessant, et même les scarabées, hannetons et autres insectes qu'elles lâchaient parfois dans la cheminée d'aération de la cuisine et qui tombaient sur la paillasse carrelée, de préférence dans la salade qui attendait là son assaisonnement ! Quand ce n'était pas une couleuvre, échappée de leur bec et qui jetait l'effroi dans la maison jusqu'à ce que mon beau-père, armé d'un halai, parvienne à lui briser les reins !

Selon une tradition bien établie à Zemmora, les administrateurs recevaient en fin d'année, de la part de fermiers de la région, des volatiles pour agrémenter les menus de Noël ou de Nouvel An. Il eût été impoli et vexatoire de refuser ces modestes cadeaux, témoignage de considération ou peut-être de remerciement pour un service rendu. Ainsi avions-nous eu l'heureuse surprise,

en décembre 1943, d'hériter d'une dinde et d'un dindon mais, comme nous avions notre réserve de cochonnaille, Manou décida sagement de les conserver. Ils furent à la base d'un élevage qui se développa d'année en année. Ces volatiles suivis de leur nombreuse progéniture accouraient de toutes parts dès que mon beau-père apparaissait. Il les nourrissait avec un mélange d'orties, de pissenlits ramassés dans la campagne, d'oignons verts, le tout haché, mélangé à du son et du sang récupéré à l'abattoir, et cuit par ses soins dans notre vieille buanderie. Il avait acheté une maigre et triste ânesse qui, bien nourrie et étrillée, devint bientôt une compagne au poil luisant, aux oreilles bien droites et attentives, fière et es- piègle, baptisée Brunette. Il l'emmenait à la recherche des aliments pour la basse-cour ou, tout simplement, dans ses promenades. Les gosses lui faisaient fête, heureux lorsque papa les installait à califourchon sur son échine ou, s'ils étaient deux, en équilibre dans le chouan. Nos dindons, gros et gras, étaient très appréciés par nos hôtes. Quant à nos œufs, ils servaient de monnaie d'échange avec les colons voisins et étaient régulièrement expédiés aux Fenech à Bône dans des caissettes à alvéoles spécialement confectionnés à cet effet. La buanderie a servi pendant de longs mois à nos ablutions, notre salle de bain étant devenue inutilisable. Le chauffe-eau était, pour le plombier du coin, irréparable et le tuyau d'évacuation de la baignoire bouché régulièrement par des "queues de Rabin" qui re-

poussaient sans cesse. À mauvaise fortune, bon cœur. Nous placions un ***tub*** entre la lessiveuse qui chauffait sur un foyer alimenté au bois et une lessiveuse d'eau froide placée à proximité. La toilette consistait, après un bon savonnage, à faire un mélange d'eau tiède dans une petite casserole et à s'en asperger. Système rustique dont nous rions encore et qui devait amuser les bêtes qui circulaient autour de nous. Il me souvient d'une dinde qui, pendant ma douche, venait de pondre sur une table bancale un bel œuf que j'ai pu, alerté par ses glouglous inquiets, rattraper in extremis avant sa chute inévitable pour le confier à sa mère qui essayait en vain de le ramener à elle et qui s'empressa de le cacher et de le retenir sous ses ailes.

L'évocation d'une existence campagnarde insouciante sinon confortable, cachait en réalité une constante inquiétude quant à l'évolution de la guerre et au sort de notre pays, de nos prisonniers, des victimes des bombardements massifs sur la métropole. C'est vers cette époque que nous parvint, par un mystérieux cheminement, une carte-type de la Croix-Rouge par laquelle ma cousine Riquette nous annonçait le décès, à l'âge de 83 ans, de ma grand-mère Schoen. Ce fut pour moi un immense chagrin. Par contre, la capitulation de l'Italie et le débarquement de nos troupes en Corse nous mettaient du baume au cœur. Mes responsabilités professionnelles ne connaissaient aucun répit.

Depuis le débarquement allié, ma position de réserviste en *appel différé* inquiétait mon patron. Il avait officiellement signalé aux autorités militaires que j'étais « *personnellement et strictement indispensable* » à ses côtés, que « *j'assurais seul un service chargé dans une commune vaste qui doit compter deux adjoints.* » Malgré cet avis, la Division d'Oran refusa l'appel différé et j'attendais donc la suite des événements quand parvint la décision du Gouverneur Général de laisser mobiliser, à titre symbolique, une première tranche de quinze administrateurs-adjoints, officiers de réserve. Pour le département d'Oran, nous étions deux à être ainsi sélectionnés : mon collègue Rousseau et moi-même. Rappelé sous les drapeaux, je me voyais affecté au bataillon d'instruction de Mazagran au 2ème Régiment de Tirailleurs algériens que je devais rejoindre « *immédiatement et sans délai.* » Cette décision ne me surprenait pas et j'avais pris soin de mettre de l'ordre dans mes dossiers, de passer les consignes à mes collaborateurs à défaut de successeur à mon poste. Manou eut vite fait de préparer la cantine et de regrouper, parfumés à la naphtaline, vareuse, pantalon kaki et culotte mastic, ainsi que le ceinturon, les leggings et le képi bleu ciel. Notre séparation, ce n'était pas la première, était rendue moins pénible grâce à la présence auprès d'elle de ses parents et la relative proximité de Mazagran qui nous permettait d'espérer, au moins dans les premiers mois, de nous retrouver au cours de permissions probables et grâce à de brefs sé-

jours que Manou pourrait faire auprès de moi.
C'est ainsi que, le 1er octobre 1943, je me présentais au quartier Colonieu à Mostaganem, portion centrale du 2ème R.T.A. pour me voir diriger non pas sur Mazagran, à 5 kilomètres de là, mais sur l'hôtel d'Orient où l'autorité militaire, soucieuse de mon confort, m'avait réservé une chambre. Je ne reconnaissais plus notre chef-lieu de sous-préfecture qui, de paisible cité provinciale, était devenue une véritable ville de garnison, fourmilière bruyante où nos militaires mêlés aux Américains tenaient le haut du pavé. La circulation, intense, était disciplinée par une gendarmerie vigilante, appuyée par les Jeep de la M.P. veillant à la bonne tenue des G.I. J'ai dû très vite reprendre le réflexe des saluts reçus des inférieurs et dus aux supérieurs !
Déjà étaient apparus les panneaux "***off limits***" interdisant certains quartiers chauds du côté du port. Nos jeunes filles se montraient aguicheuses, attirées par la générosité des Yankees, procurant facilement denrées, "***meet and beans***", chocolats, cigarettes, et qui n'étaient pas insensibles à leur grâce. Ce n'était tout de même pas Naples en 1944, et je n'ai pas le talent de Malaparte pour évoquer cette ambiance particulière (dans son extraordinaire roman La Peau), mais je pense que plus d'un de nos petits ***yaouleds***, quittant le métier pourtant florissant de cireur de chaussures, s'était trouvé un "noir" pour l'exploiter à fond et lui indiquer les bonnes adresses.

Ce bref séjour à Mostaganem, réservé aux officiers remobilisés, était destiné à leur reprise en main pour les familiariser avec les nouvelles armes, le matériel de transport et de transmission dont était équipée, peu à peu, notre armée et surtout pour réviser leurs connaissances tactiques et confirmer leur brevet de chef de section par des exercices sur le terrain.
Manou était venue, en train, me rejoindre pour quelques jours. Nous découvrions ensemble cette agitation qui contrastait avec le calme de notre bled. C'est ainsi qu'un soir, rejoignant notre hôtel, il nous fallut jouer des coudes pour nous frayer un passage vers notre chambre. Les Américains qui avaient organisé un bal dans les salons en interdisaient l'entrée. Le rythme endiablé d'une danse qui fut pour nous une véritable révélation, entraînait des couples déchaînés dont nous pouvions entrevoir les évolutions malgré les solides gaillards qui s'interposaient. Les danseurs, se déhanchant comme saisis de transes, agrippaient leurs cavalières par les fesses, la poitrine, la taille. Elles paraissaient déjà fort expertes dans ces contorsions et y trouvaient un évident plaisir. Nous voulions absolument participer à cette fête improvisée et nous initier à cette nouvelle danse. Mais les consignes du service d'ordre était formelles, « *les femmes oui, les hommes non !* » et les gars, prêts à retenir Manou et à me laisser à la porte, sans aucun égard pour mon uniforme et mon grade. Il a fallu l'intervention du gérant de l'hôtel pour leur confirmer

que nous logions bien dans son établissement. Nous venions d'entendre ***In the Mood***, de découvrir le ***Boogie-woogie*** et l'extraordinaire compositeur Glenn Miller dont aujourd'hui encore, après 50 ans, nous apprécions les mélodies, non sans une certaine nostalgie. Un autre détail nous amuse encore, c'est l'inspection systématique des panneaux de la porte et des cloisons de la chambre, à laquelle nous procédions tous les soirs pour déceler les trous de voyeurs et les boucher... avec des timbres-poste avant de nous mettre au lit. Cela, aussi, faisait partie de nos découvertes citadines.

L'ordre de rejoindre Mazagran ne devait pas tarder à m'être notifié. Je découvrais une petite ville coquette, ancien centre de colonisation, niché dans son vignoble autour de son église et de sa mosquée, non loin de la mer. Après l'accueil cordial du capitaine Royer, commandant la 34ème Cie du bataillon d'instruction, je me rendais, muni d'un billet de logement, au domicile de la famille Vigneau où une chambre spacieuse et confortable était mise à ma disposition. Je me présentai au chef de bataillon Gay qui m'accompagna à la popote où je devais faire la connaissance de mes nouveaux camarades de route. Le lendemain, au rapport, mon capitaine me présentait à l'ensemble de la Cie et surtout aux soldats de la 1ère section qui m'étaient confiés, tous musulmans. Ils étaient installés dans une cave viticole, dans des conditions correctes d'hygiène. Des liens solides ré-

unissaient ces hommes venus d'horizons divers, frustes pour la plupart, et qui avaient quitté depuis quelque temps déjà, leur famille et leur cadre de vie. Seuls deux jeunes citadins, plus évolués, devaient me poser des problèmes de discipline. Ils étaient groupés sous l'autorité directe et exigeante de coreligionnaires, sous-officiers de carrière, qui avaient déjà participé à plusieurs campagnes. Ils semblaient accepter avec fatalisme et bonne humeur leur actuelle condition. Ce n'étaient pas des ***boudjadis***, des novices, leur instruction était déjà bien avancée, il fallait la poursuivre, accélérer la cadence et pour cela, créer entre eux et moi des rapports de confiance. Le fait de pouvoir leur parler en arabe et d'écrire leur langue facilitait le contact et augmentait sans doute mon autorité. Les fréquentes séances de tir et d'étude des armes alternaient avec les longues marches épuisantes, les patrouilles de nuit silencieuses, les marches d'approche où il fallait ramper, se dissimuler au mieux, coller au sol, par tous les temps, exercices où ils pouvaient déployer leurs qualités innées de souplesse et de ruse. Ces hommes infatigables faisaient preuve d'endurance et de courage physique. Jamais une plainte, toujours prêts à partir, courbés sous le poids du sac et de l'arme alors que nous avions le dos libre et les mains vides. Je trouvais auprès de mes hôtes une ambiance chaleureuse. Madame Vigneau, veuve, dame corpulente, serviable, menait sa ferme et son petit monde avec une autorité souriante, c'est-à-dire son fils Paulo

également veuf, père d'un petit Kino de 4 ans, Bedia, mauresque active et dévouée, et surtout Fernandel, un Arabe long et maigre, qui avait le faciès de notre illustre acteur, qui était l'homme à tout faire, s'occupant de la basse-cour, de l'étable, distribuant le travail aux ouvriers de la ferme, et qui était considéré comme un membre de la famille. Lorsque Manou venait me rejoindre, nous étions parfois invités à partager dans la vaste cuisine le canard rôti, spécialité de Madame Vigneau que nous évoquons souvent encore par la pensée en nous demandant ce que cette famille d'affreux colons a bien pu devenir dans la débâcle, vingt ans après.

La popote des officiers était le lieu ou nous aimions nous retrouver. Nous formions très vite une bonne équipe de copains du même âge, engagés dans la même aventure : Escrivant, juge pour enfants, Pélegrin, minotier, Rico, lieutenant d'active, Zerkowitz, collègue des communes mixtes, Brun, inspecteur des domaines à Oran, avec lequel j'étais le plus lié et d'autres dont le souvenir s'est estompé. Commandant et capitaines partageaient nos repas. J'avais été chargé, parce que le plus jeune, de la lourde responsabilité de chef de popote, donc de la surveillance des cuistots, du ravitaillement, de l'établissement des menus au prix le plus bas. Mes bonnes relations avec notre intendant Wirtz, sous-préfet dans le civil, me permirent de trouver sardines, pommes de terre, de la confiture noire, mélange de carottes et de raisinés, du café, mélange de pois chiches et d'orge gril-

lé, mais surtout de la morue sèche à volonté, prélevée sur un stock qui traînait sous une bâche, dans la cour de l'intendance, dédaigné semble-t-il par les autres unités. Dessalée, elle me permettait de rassasier les plus affamés et comme j'en raffolais, elle figurait souvent au menu. Les repas s'achevaient en général dans le chahut et par un concert de percussions sur l'air de la Caravane dont j'imposais le rythme et que chacun accompagnait en frappant de son couvert sur sa gamelle en alu ou sur les culs-de-bouteille qui nous servaient de verre. Ces gamineries amusaient nos épouses lorsque l'une ou l'autre pouvait venir se joindre à nous. Manou a vécu, à ce propos, une aventure peu banale qu'elle nous raconta, encore tout émue, à son arrivée à la popote alors que nous ne l'attendions pas. Voulant me faire une heureuse surprise, elle avait profité d'une place dans l'auto du père Boix jusqu'à Mostaganem pour s'engager seule sur la longue route de Mazagran avec une valise chargée. Deux points remarquables sur le trajet : les bâtiments de la remonte et de la jumenterie, étape isolée mais rassurante, et le point d'eau occupé par un détachement de G.I. noirs américains à l'allure inquiétante. Avant d'y parvenir, elle fut dépassée par un G.M.C. dont les occupants, tous noirs et éméchés, s'arrêtèrent à sa hauteur, descendirent, balancèrent la valise dans le véhicule, l'agrippant pour la faire monter de force. Elle se débattit le plus possible, en perdit son chapeau, convaincue d'être ainsi enlevée sans que, ni moi, ni ses

parents, ne puissent s'en inquiéter. Heureusement, une carriole conduite par un arabe passant par hasard, ces forcenés lâchèrent leur proie, rejetèrent la valise sur la route, et la pauvre Manou, récupérant sa coiffure fut ramenée jusqu'à nous par ce sauveur imprévu. Un autre incident aurait pu avoir de graves conséquences. Notre commandant, en mission, accompagné de Pélegrin, circulait de nuit dans une voiture militaire. Arrivés à la hauteur d'un poste de police américain, ils s'arrêtèrent pour contrôle, pour essuyer peu après un coup de feu qui, brisant la vitre arrière, blessa le commandant au cou, tiré sans doute par un G.I. ivre. Malgré de tels incidents et fort imprudents, nous partions parfois en bande pour nous rendre au cinéma à pied, revenant à la nuit, nos épouses rassurées par notre présence et nous-même craignant, en passant à hauteur du point d'eau, d'avoir à en découdre avec ces hommes très portés sur l'alcool et pouvant devenir dangereux.

Fin décembre 1943, j'appris ma promotion au grade de lieutenant mais, pour des raisons de service, je n'eus pas la joie de fêter ce deuxième galon à Zemmora et surtout de passer Noël et Nouvel An avec les miens.

L'instruction se poursuivait sans relâche, avec un long déplacement au camp de Chanzy, dans la région de Sidi-Bel-Abbès où le terrain se prêtait à des manœuvres plus larges avec d'autres unités d'infanterie et des éléments du Train. Nous étions stimulés par l'évolution favorable de la situation militaire. Le général Juin, com-

mandant du corps expéditionnaire français, était arrivé à Naples et nos premières unités étaient engagées sur le front italien que nous nous attendions à rejoindre à notre tour. Dès le printemps 1944, me fut confié le commandement de la 32ème Cie avec sous mes ordres, d'autres tirailleurs et un certain nombre d'officiers et de sous-officiers européens et surtout indigènes, ce qui nécessitait de ma part une formation plus large, adaptée à mes nouvelles responsabilités. Je disposais, élément nouveau, d'un détachement de muletiers confié à un sergent-chef indigène qui avait beaucoup d'ascendant sur ses hommes dont les brêles se sont révélés particulièrement précieuses lors de la campagne d'Italie, dans les monts de Cassino, où ils ont fait preuve d'une grande efficacité partout où les véhicules s'avéraient inutiles.

Un télégramme de la subdivision de Mostaganem, du 4 avril 1944 vint me poser problème. Il demandait « *d'urgence les noms des officiers originaires d'Alsace et de Lorraine connaissant bien ces provinces, parlant l'allemand et les patois locaux et, si possible, l'anglais.... Ils seraient appelés à la libération de ces deux provinces, à participer à l'étude des problèmes posés et à accompagner les premières divisions françaises qui y pénétreront.* » Quelle perspective exaltante ! J'ai, sans hésitation aucune, posé ma candidature qui fut..., classée sans suite, motif : « *Officier appartenant à une unité d'active* ». La récupération de nos provinces était donc envi-

sagée pour bientôt. Cette perspective stimulait notre ardeur pour la préparation de nos hommes en vue d'un prochain débarquement en Métropole !

Le général de Lattre de Tassigny, futur commandant de la 1ère Armée, avait installé à l'époque sa résidence privée dans une vaste villa des environs de Mostaganem pour s'y reposer à l'écart de l'agitation de son P.C. et les unités stationnées à Chanzy avaient pour mission d'assurer à tour de rôle sa protection. Quand la 32ème Cie fut désignée, je me rendis sur place avec une de mes sections qui avait, pour la circonstance, fignolé sa présentation, nettoyé au mieux ses tenues, astiqué cuirs, ceinturons et chaussures, passé les boutons au Miror, entrecroisé les bandes molletières avec un soin particulier. Après vérification de l'armement, embarquement sur des G.M.C. et réception par un adjudant-chef major-dome qui avait réservé pour notre installation un local de jardin, une cave et une chaufferie, mal éclairés. Mise en place des sentinelles et des patrouilles selon les consignes reçues, nuit très inconfortable avec, au réveil, pas le moindre geste de l'état-major et pourtant un bon café chaud aurait été apprécié. Toilette sommaire, rasage approximatif. Arrive l'ordre : « *Le général va arriver à midi. Mise en place de la section pour présenter les armes à l'entrée de la propriété.* » Grand remue-ménage dans la villa où un nombreux personnel militaire indochinois s'agite, cuisiniers, ordonnances et surtout l'adjudant-chef dont la préoccupation essentielle

parait être de maintenir le bain du général à une température précise. Mes tirailleurs sont en place, tenue vérifiée, alignement impeccable, l'arme au pied, immobiles. Une heure passe, les hommes relâchent leur attention, le majordome promène son thermomètre, fait couler l'eau chaude nécessaire, on attend. Confidence du majordome : « *Il arrive très souvent que le général soit en retard.* » avant de repartir, inquiet, avec son instrument de contrôle. Deux heures, on attend toujours lorsqu'un convoi de quelques Jeeps apparaît au loin. Le temps de rectifier la position, de vérifier à nouveau l'alignement, commandements rituels. Le général saute du deuxième véhicule arrêté à ma hauteur, leste dans sa tenue impeccable, passe en revue ma section, revient vers moi :
« *C'est très bien, lieutenant, mais ce serait encore mieux si vous étiez rasé.* » J'ai pris cela comme un affront, l'excusant puisqu'il ignorait certainement dans quelles conditions nous étions hébergés. Sans doute me comparait-il aux officiers de sa suite, tous jeunes, grands et beaux, imberbes, sélectionnés parait-il. Retour au cantonnement pour y déguster enfin le repas froid que nous avions prévu. Je m'attendais à une invitation de la part de mes collègues pour partager leur apéritif, mais aucun signe de personne. Et le soir, la relève nous permit enfin de quitter les lieux pour retrouver et apprécier l'ambiance cordiale de nos camarades du bataillon.

Appelé, quelque temps plus tard, au bureau du chef de

bataillon, celui-ci me remit un télégramme du 6 juin 1944 émanant du Gouvernement général, me démobilisant au titre de la lutte antiacridienne pour une durée de 45 jours. Le danger était réel. De très importants vols de criquets pèlerins, venus d'Afrique centrale, avaient envahi l'ensemble du Tell algérien et plus particulièrement la région de Relizane-Tiaret. Précisons qu'un essaim d'adultes en vol peut être évalué à 800 millions d'individus au kilomètre, obscurcissant le ciel comme un immense nuage noir. Je devais rejoindre « *immédiatement et sans délai* » mon poste à Zemmora. Les vols avaient déjà causé de très sérieux dégâts dans le vignoble, les vergers et jardins, et les femelles avaient pondu avant de reprendre leur envol pour se noyer, avec leurs compagnons, dans la Méditerranée. C'étaient les zones de ponte où ces grappes d'œufs étaient enfouies dans le sol qu'il fallait détecter et délimiter afin de détruire les petits criquets qui allaient éclore. Constatant que le centre viticole de Kenenda était le plus menacé, je décidai, en accord avec mon patron, d'y installer le P.C. de la lutte. Je mettais en place aux endroits sensibles le matériel à notre disposition, stocké en permanence dans nos communes : des centaines de plaques de zinc, des pelles et des pioches et celui acheminé pour la circonstance (son, insecticide) rassemblant des équipes chargées de préparer les appâts empoisonnés, mélange de son et d'H.C.H. J'organisais, avec la collaboration efficace des chefs de tribu et de factions, des équipes prêtes à épandre ce son

empoisonné dès l'éclosion des criquets. Ceux-ci sortent de terre en même temps, se chevauchent et donnent l'impression que le sol bouge et se soulève. De couleur jaunâtre, ils sautent sur place pendant 2 ou 3 jours. On peut alors faire des épandages assez efficaces bien qu'ils n'aient encore qu'un faible appétit. Mais soudain, devenus plus grands, noirs et brillants, ils se rassemblent, se mettent en marche en rangs serrés, et c'est alors qu'interviennent les barrages de plaques de zinc enfoncées en ligne dans le sol et dont ils ne peuvent escalader la surface lisse, ou alors les tranchées creusées en hâte où les insectes sont brûlés au pétrole. Les zones de ponte étaient tellement nombreuses et étendues que nos moyens s'avéraient insuffisants. L'Administration fit appel à l'armée et j'eus la grande joie de voir débarquer, en gare de Zemmora, la compagnie de tirailleurs commandée par mon ami le lieutenant Brun, heureux de sortir de l'ambiance très ***réglo*** de Chanzy pour un séjour plus décontracté. C'était pour les hommes une véritable détente et ils montrèrent par leur zèle leur satisfaction de se retrouver dans un milieu rural qui était le leur. L'ordinaire était amélioré grâce à l'hospitalité des ***djemaas*** et des colons et les ***méchouis*** collectifs se multipliaient. Notre coopération facilitée par nos relations amicales fut parfaite, donc efficace et de vastes territoires furent préservés. Cependant, certaines zones de ponte trop éloignées restaient ignorées et là, se chevauchant, formant de véritables rouleaux de plusieurs centi-

mètres d'épaisseur, les criquets progressaient, engloutissant tout sur leur passage.
Devenues roses et pourvues d'ailes toutes neuves, ces innombrables jeunes sauterelles prenaient leur envol, formant d'énormes nuages qui mettaient le cap sur le nord pour aller, comme leurs aînés, périr dans la mer. Quant aux tirailleurs et à mon ami, après un séjour d'un mois de lutte, rembarqués sur camions, ils reprirent le chemin de Chanzy sans se rendre compte que, pour beaucoup d'entre eux, c'étaient les dernières vacances. La campagne anti-acridienne se poursuivait par le recensement catastrophique des dégâts.

Voulant reprendre ma place à côté de mes compagnons d'armes, je fis plusieurs démarches dont la dernière, le 18 août, dès que nous parvint la nouvelle fantastique du débarquement des forces franco-américaines des généraux Patch et de Lattre de Tassigny sur les côtes de Provence. Quant à mon bataillon, il avait déjà embarqué à Alger direction l'Italie où le corps expéditionnaire français s'était illustré sur le Garigliano avec le général Juin lors de la prise de Cassino par les alliés. Je ne fus finalement rappelé que début septembre 1944 et affecté, à ma grande surprise, au Centre d'Instruction des mines à Orléansville à 125 km de Zemmora. Deux semaines pour me familiariser avec les mines antichars et antipersonnel en service dans les armées alliées et ennemies, apprendre à les mettre en place selon des règles très

strictes, à les détecter, les désarmer, et deux semaines pour servir d'instructeur à mon tour dans la fort délicate manipulation de ces dangereux engins. Un incident : un détonateur qui a explosé dans ma main, mais sans suite. Un avantage de ce séjour : pouvoir rejoindre Zemmora tous les week-ends grâce à l'obligeance amicale d'un officier américain qui, me prenant en charge dans sa Jeep, faisait un détour pour me déposer devant notre domicile et me ramener le dimanche soir à mon poste.

Au 1er octobre, je revenais à Mostaganem pour y prendre le commandement d'une nouvelle 32ème Cie du groupement d'instruction du 2ème RTA avec pour mission de transformer de nouvelles recrues indigènes et européennes sorties de leur bled, en combattants valables, multipliant les exercices de tir mais avec un matériel plus adapté, un armement où les mortiers, les mitraillettes "STEN" prenaient une place importante et où nous disposions enfin de matériel de transport américain. J'avais retrouvé une chambre réservée à l'Hôtel d'Orient. Manou profitait de toutes les occasions pour venir me rejoindre. Elle partageait mes repas au mess avec mes camarades, et me rappelle souvent les maigres rations qui nous étaient alors servies (un demi-œuf pour moi, un quart pour elle, une sardine par personne, le reste à l'avenant alors que les officiers supérieurs, qui mangeaient dans une pièce voisine, devaient sans doute bénéficier de rations plus plantureuses, à en croire l'effort que faisait notre serveuse, Madame Martinez, pour tra-

verser notre salle en soulevant ses plateaux le plus haut possible afin de dérober à notre vue les assiettes qu'elle transportait Il faut reconnaître que les fameux "***meat and beans***" en boîte étaient largement servis. Leur goût était peu apprécié, mais ils calmaient notre appétit féroce. Très vite, toutefois, notre groupement fut dirigé sur le camp d'entraînement de Chanzy pour un séjour de préparation intensive de nouvelles unités dans le but de renforcer la 3ème D.I.A. qui se distinguait brillamment dans la conquête de l'Est et la pénétration en Allemagne. J'apprenais avec une joie indicible la libération de la plaine d'Alsace, inquiet du sort de tous les miens, là-bas. Les événements se précipitaient, notre départ était imminent, paraît-il, et nous ne pouvions profiter que de très rares et brèves permissions me donnant l'occasion, grâce à leur proximité relative et à l'auto-stop, d'aller embrasser les miens et leur apporter quelques friandises rares, telles que boîtes de sardines, vrai café et même des boîtes de 5 kilos de confiture d'orange grâce à l'amitié complice de Wirtz, notre intendant. Au camp, les journées se déroulaient dans l'agitation et dans l'inconfort des baraquements, sous la pluie et dans la boue, ou alors sous un soleil intense. Je partageais heureusement mon marabout (tente ronde) avec Vié, administrateur comme moi, mais en Kabylie, bon et jovial camarade qui menait son unité à la baguette et qui, tous les soirs à la lueur de la lampe à pétrole, écrivait longuement à sa fiancée pendant que, de mon côté, je ra-

contais à Manou mes états d'âme. Encadrement et troupe gardaient l'espoir... de ne pas arriver trop tard pour la victoire que l'on sentait proche.
Pendant une courte période, notre compagnie fut réorganisée selon une formule anachronique qui me choquait. Le commandement en fut attribué au capitaine Haderbach, un officier d'origine kabyle, marié a une métropolitaine, fille de colonel, et qui servait à titre indigène pour ne pas renoncer à son statut personnel musulman. Signe distinctif : il portait la ***chéchia*** rouge et non le képi comme tout le monde. Très français de culture et de cœur, glorieux combattant revenu avec sa croix de guerre des malheureux combats infligés à nos troupes en Syrie par les Anglais, il avait le commandement effectif de la compagnie sur le plan instruction, emploi tactique, mais devait être doublé d'un officier européen pour ce qui concernait l'administration et l'intendance. Ma position, qui n'était pas un cas unique, était délicate mais la confiance entre nous était totale et la coopération sans arrière-pensée,
N'empêche que ce français musulman foncièrement intégré, ne pouvait admettre cette discrimination ridicule et d'un autre âge, de même qu'il ne pouvait supporter qu'un supérieur le tutoie, ce qui hélas, arrivait trop souvent.
D'où vexation et sentiment de révolte dont j'étais le confident chez cet homme blessé dans sa dignité. À signaler qu'après l'indépendance de l'Algérie en 1962, il

avait accepté le poste de Préfet du département de Constantine sous Ben Bella alors qu'il ne nourrissait aucun sentiment de haine contre la France. Ceci pour expliquer combien la collaboration franco musulmane pouvait être parfois délicate. Je rappelle que notre chef de bataillon, le commandant Sebbane, français musulman lui aussi, marié a une européenne, servait à titre français et donc sans complexe. Chacun lui manifestait le plus grand respect.
Un événement grave, trop discrètement évoqué et pour cause, par nos historiens et dont je puis témoigner, est venu troubler notre quiétude morale. La guerre politique franco-française se développait, hélas, à Alger pendant que l'Armée d'Afrique, unissant pieds-noirs et musulmans dans un même élan de lutte et de revanche contre l'Allemagne, poursuivait sa glorieuse mission. Les Gaullistes, alliés aux communistes et aux revenants de la 3ème République, dans le C.F.L.N., avaient, dès avril 1944, placé en réserve de commandement le général Giraud dont le rôle, à côté de Weygand et de Juin, avait pourtant été essentiel pour la rentrée de la France dans la guerre et l'équipement rapide de notre armée. Or, nous apprenions que Giraud avait été placé par son rival De Gaulle en résidence surveillée dans une propriété de la région et les unités stationnées à Chanzy devaient assurer à tour de rôle sa protection ou son internement. La 32ème Cie n'échappa pas à cette pénible mission dont elle venait d'être relevée lorsqu'un attentat fut perpétré

contre Giraud qui avait l'habitude de se promener souvent seul, avec képi et canne dans le parc de sa résidence. Il avait essuyé un coup de feu tiré par un tirailleur algérien qui lui avait fracturé la mâchoire.
Mon capitaine Haderbach fut muté à un autre commandement, je repris en main la compagnie, continuant ma tâche en maintenant avec mes hommes le contact le plus confiant. Les semaines se succédaient. L'effondrement des ennemis s'accélérait et, début mai 1945, nous apprenions enfin la capitulation générale du Reich à Berlin avec, le 8 mai, l'annonce, enfin, de la cessation des hostilités.
À Zemmora, me racontait par la suite Manou, la joie fut immense. La nouvelle lui fut criée depuis la rue par notre voisin et ami Delorme qui ne quittait pas son poste radio et qui pouvait enfin espérer la fin de son internement. Les cloches se mirent à carillonner, les gens sortaient de chez eux, applaudissant la fin du cauchemar. Les jeunes, juchés sur des véhicules de toutes sortes, traversaient les artères, brandissant des drapeaux au chant de la Marseillaise. Joie vite tempérée à l'annonce des troubles qui, ce même 8 mai et pendant deux jours venaient d'éclater dans le Constantinois. À l'issue des cérémonies officielles organisées autour des Monuments aux Morts pour fêter la victoire et rendre hommage à toutes les victimes du conflit, une rébellion brève, violente, avait éclaté à Sétif, se propageant à Guelma et dans de nombreux villages du nord du dépar-

tement. Les émeutiers avaient obéi à un mot d'ordre d'agents antifrançais, diffusé dans le bled par des scouts musulmans encouragés par des éléments communistes et même des agents secrets alliés. La réaction fut immédiate et brutale de la part de la gendarmerie, des rares militaires disponibles et aussi des groupes d'autodéfense formés en hâte par les Européens. Les autorités craignaient que ce mouvement ne se propage à toute l'Algérie. Aussi étions-nous consignés dans nos cantonnements pour une éventuelle intervention contre les fauteurs de troubles et chargés de surveiller le comportement de nos hommes. Ma compagnie fut dirigée sur Sidi-Bel-Abbès avec mission de renforcer la protection du dépôt d'armement et de munitions de la Légion Étrangère en opération sur le front. Un plan de tir mis en place, les armes automatiques en position ainsi que les sentinelles, nous attendions, surveillant les routes où des véhicules, chargés de civils circulaient et pouvaient paraître suspects. Un seul incident au cours d'une inspection de routine, j'ai constaté que, dans le chargeur engagé dans un fusil mitrailleur, certaines balles avaient été desserties, mal remises en place, dans les cartouches partiellement vidées de poudre ce qui, en cas de tir, aurait enrayé l'arme, la rendant inutilisable. Sabotage ? Je connaissais bien le tireur musulman, il avait toute ma confiance. Pris sur le fait, il me raconta avoir recueilli la poudre pour l'offrir à son père, chasseur, sans se rendre compte des conséquences de son acte. Innocemment (!)

il me tendit son mouchoir avec un nœud que j'ouvris pour y découvrir les paillettes de poudre. Le tirailleur fut arrêté. Il me fallut faire un rapport pour la sécurité militaire. Je n'ai jamais su la suite donnée à cette grave affaire.
L'alerte passée, nous retournions à Chanzy où chaque réserviste, impatient de retrouver la vie civile, attendait sa démobilisation. Je n'ai obtenu qu'une brève permission avant de retourner sous ma ***guitoune*** et y rejoindre l'ami Vié, estimant néanmoins, tout comme mon patron, que je serais plus utile auprès de lui. C'est alors que mon ancien camarade de Mazagran, Escrivant, qui avait échoué à Colomb-Béchar comme lieutenant chargé des affaires économiques, m'adressait une lettre quasi désespérée, m'expliquant qu'il n'arrivait pas à s'intéresser à la mission qui était la sienne, qu'il avait hâte de retourner au dépôt du 2ème R.T.A. à Mostaganem, ville où résidait sa famille, en attendant de pouvoir y reprendre son poste de Juge des Enfants auprès du tribunal. On lui demandait de trouver un remplaçant et, se souvenant de mon attrait pour le Sud, il avait pensé à moi. Ce fut une aubaine miraculeuse qui me permettait de sortir de la monotonie du camp et de retrouver les sables, les oasis et une vie active conforme à mes vœux et à ma formation, puisque l'armée ne voulait pas encore me lâcher. 550 kilomètres allaient m'éloigner de Zemmora mais, comme il ne pouvait s'agir que d'un très bref intermède, j'ai donné mon accord. L'autorité militaire

ayant bien voulu accepter notre permutation, je fus affecté au territoire militaire d'Aïn-Séfra à Colomb-Béchar, rejoignant mon nouveau poste, début juin 1945, pour y rester jusqu'au 12 octobre, date de ma démobilisation, enfin.

Au terminus de la voie ferrée du Sud-oranais, je découvrais une ville coquette, très vivante, aux belles avenues bordées de vigoureux palmiers, encadrées de confortables villas et de nombreux bâtiments administratifs.
Sur un côté de la vaste place des Chameaux se dressait l'importante construction du siège du Territoire où dominaient terrasses et arcades. C'est là que m'attendait mon bureau, alors que le commandant chef de l'annexe m'offrait comme gîte une de ses chambres d'hôtes. Le midi, je prenais mon repas au cercle des officiers, non sans avoir affronté pour y parvenir sous le flamboiement du soleil, la fournaise de l'immense place appelée non sans raison le Tanezrouft. Dans ce cadre de lumière, je retrouvais les couleurs de Gabès, et en m'évadant vers le ***ksar*** indigène, le quartier juif et l'oasis, je me replongeais dans le pittoresque, les odeurs et les bruits du Sud-tunisien. Mais je n'étais pas venu pour faire du tourisme et trouvai vite ma place dans une équipe sympathique d'officiers et dans une ambiance de camaraderie dans la tradition des sahariens. D'abord, le colonel Nabal, chef du territoire, que j'avais déjà rencontré à Touggourt en 1941 à l'occasion d'une mission confidentielle

concernant alors l'activité de la commission de contrôle italienne. Ensuite, son chef d'état-major, le commandant Murat, excellent administrateur, exigeant dans le travail, mais d'une cordialité désarmante, enfin des collègues ayant chacun son domaine d'action (police, renseignements, travaux publics...) Moi-même, je prenais en main les affaires économiques à la place d'Escrivant. Le colonel Nabal suivait de près l'ensemble des problèmes et avait établi dans ce dessein un système infaillible de contact avec ses collaborateurs. Ainsi, je devais me présenter - en dehors de cas exceptionnels bien sûr - à son bureau, d'office, tel jour de la semaine à telle heure, pour lui rendre compte du travail accompli, lui faire part de mes suggestions, recevoir ses instructions pour les nouveaux problèmes survenus. Rien ne lui échappait. Les résultats s'en ressentaient et le service marchait rondement. Madame Nabal nous recevait souvent à sa table, seuls ou à plusieurs : le service impeccable était assuré par un serveur noir en costume et gants blancs, des fennecs apprivoisés courraient dans l'appartement en toute liberté. J'avais à traiter tous les problèmes concernant l'alimentation en eau des populations, l'entretien des puits, l'irrigation des jardins, la modernisation des méthodes de culture, mais, en priorité le grave et urgent problème du Bayoud, maladie cryptogamique du palmier venant du Maroc et qui avait atteint nos belles oasis le long de l'***oued*** Zousfana. Il fallait, pour en limiter les dégâts, inventorier les arbres atteints, les

faire couper et incinérer, interdire tout transport de palmes entre les oasis. Conscients du danger, nos ***fellahs*** respectaient dans l'ensemble les consignes. Mes activités me donnaient l'occasion de longues et sportives randonnées en Jeep conduite par un militaire vers Beni-Ounif, Kenadza avec ses mines de charbon et sa paisible Zaouïa, Taghit et son immense dune de sable, Beni-Abbès avec son ***bordj*** tout blanc d'où l'on domine une palmeraie d'une étonnante vitalité, parcourue de mille ruisseaux irriguant des palmiers vigoureux et où l'on visite le premier ermitage saharien du Père de Foucauld. Souvent, le colonel m'emmenait dans ses tournées d'inspection et, en chauffeur expert, s'amusait à poursuivre à travers reg et dunes des gazelles qui ne manquaient pas de lui couper le chemin comme pour le narguer. Il nous arrivait d'approcher de près des hyènes grinçantes qui ne paraissaient guère effarouchées. Il y avait aussi, bien sûr, en dehors des rencontres animées du mess, des moments de détente, et le bain de minuit à la piscine de l'annexe était l'occasion de joyeux chahuts. Il était aussi dans les habitudes du Sud de réserver aux nouveaux arrivés des réceptions "originales", sorte de bizutages dont on m'avait dispensé parce que je n'étais, sans doute, qu'un... réserviste de passage. J'ai assisté en tant qu'invité à l'une d'entre elles qui a mal tourné et qui mérite d'être contée. Accompagnant le commandant Murat et mis au parfum par lui, nous avions rejoint quelques camarades du Territoire et de

l'annexe, déjà installés sur des poufs multicolores dans un local décoré de tentures murales et de tapis somptueux ; au centre, des plateaux de cuivre surélevés, garnis de verres à thé et d'alléchantes assiettes de pâtisseries. Un personnage arabe très digne, drapé dans ses burnous brodés, la tête enveloppée d'un chèche de soie, n'était autre que Brahim, le chef de la police municipale : il jouait fort bien son rôle de notable recevant dans son gynécée quelques officiers de la garnison. Quatre jeunes femmes charmantes, en costumes vaporeux, couvertes de bijoux, recrutées à la maison close militaire, étaient censées être ses épouses légitimes et servaient les invités. On attendait les deux victimes de cette farce, jeunes officiers frais émoulus, l'un de Saint-Cyr, le second de l'école de santé de Lyon, flattés de l'honneur exceptionnel qui leur était fait d'assister à une telle soirée. Reçus avec beaucoup d'égards par le maître de maison, ils s'assirent au milieu de nous, deux des jeunes femmes se trouvant, comme par hasard, installées à côté d'eux. Une musique orientale accompagnait en sourdine une conversation animée, pendant que les deux 'épouses', observant les consignes reçues, faisaient à nos deux néophytes du charme et des avances de plus en plus précises auxquelles nos deux victimes ne purent longtemps résister lorsque brutalement le mari fou de colère se dressa pour les insulter, leur reprochant de ne pas respecter la loi sacrée de l'hospitalité, braqua sur eux l'arme qu'il portait à la ceinture et tira

une cartouche dans leur direction. Une ampoule d'encre rouge projetée par un complice et se brisant sur l'une des filles, fit croire à nos deux invités que, de par leur faute, un drame affreux venait de se produire. Ils se levèrent et prirent la fuite, suivis de camarades chargés de les rattraper pour leur expliquer que ce n'était qu'une blague, de crainte qu'ils ne commettent quelque bêtise. Mais en réalité, une des filles avait été effectivement blessée de deux plombs dans l'épaule par la balle qui devait en principe être tirée en l'air. Immédiatement conduite à l'hôpital militaire par un médecin qui se trouvait parmi nous, elle fut soignée avec le maximum de discrétion. Il fallait absolument que le colonel ignore tout de cet incident dont les conséquences auraient pu être graves pour chacun. Il fallut se cotiser pour acheter le silence des trois filles et remplacer la robe de la victime. Le commandant Murat, le plus élevé en grade, n'en menait pas large, mais finalement la blessée fut vite rétablie et avec la complicité de sa patronne, l'incident n'eut pas d'autre suite. À noter que la police municipale était dotée de balles dites "à blanc" en carton mâché dans lequel était cependant enveloppés quelques plombs pour marquer éventuellement un délinquant ou impressionner un malfaiteur agressif.

J'étais très heureux de retrouver enfin Manou après une séparation de près de deux ans passés aux armées, interrompue par quelques trop rares permissions et... l'af-

faire des sauterelles. Heureux aussi de retrouver les populations dont j'avais eu la charge aux côtés de Monsieur Ivara qui attendait sa prochaine retraite, aspirant à s'installer enfin dans la villa qu'il avait fait construire à Zemmora même, profiter du grand jardin qu'il avait aménagé et se consacrer enfin à son piano et à la peinture. Le poste de deuxième adjoint était occupé par un nouveau titulaire, le camarade Robert Arnaud qui, sorti du rang des secrétaires des Services Civils, avait une bonne formation administrative et vivait en famille avec sa jeune femme, sa fillette et sa mère. Il fut pour moi un collègue sympathique, loyal et efficace.

À Zemmora même, un changement important devait intervenir. Monsieur Ivara, mis à la retraite après 25 années passées à la tête de la circonscription, fut remplacé par Monsieur Cordier venu de Marnia, poste important à la frontière marocaine où il avait quelques problèmes avec les nouveaux maîtres à penser de la politique. Docteur en droit, la soixantaine, petit, maigre, l'expression sévère, rigide dans ses principes, il pouvait se montrer cassant dans le service et on avait intérêt à ne pas l'approcher lorsqu'il faisait sa crise de foie. Très pratiquant, il ne manquait jamais la messe où il se rendait à pied, accompagné de sa femme et de ses deux filles, en civil, endimanché, le parapluie dans une main et le missel dans l'autre, pour s'installer dans la première travée des bancs, face à l'autel. Refusant de déballer leur déménagement et d'installer leurs meubles personnels dans le logement de fonction vétuste, les Cordier se contentèrent de loger dans le modeste mobilier de l'administration. Par contre, mon nouveau patron n'hésita pas à débloquer les crédits indispensables pour rendre notre propre résidence plus confortable et accueillante.

Je devais être muté ! Le préfet savait, parait-il, que j'avais une prédilection pour le Sud et me proposait un poste qui venait de se libérer à Aïn-Sefra, dans le territoire de Colomb-Béchar, suite au brusque décès de son titulaire.

Ma mutation, sur décision du Gouverneur Général, ne tarda pas à m'être notifiée. Je devais rejoindre mon nouveau poste pour le 1er juin 1946.
Il n'y avait donc plus qu'à préparer notre ***guech*** et plier notre tente, passer à une nouvelle étape de notre vie nomade, lot des Administrateurs. La séparation n'allait pas être facile. Nous laissions avec regret de bons amis dans toutes les couches de la population et étions sensibles aux marques de sympathie des uns et des autres. Pour les adieux officiels, mon patron organisa une réunion de tous les notables et chefs de service de la région. L'allocution amicale du bachagha Ben el Hadj Djelloul, chef de la Confédération des Flittas, fut ma meilleure récompense ainsi que la lettre d'affectueuse estime que Monsieur Cordier devait m'adresser après mon départ, deux

documents que j'ai précieusement conservés. Mes beaux-parents allaient rejoindre Bône, accompagnés de leur fille. Ils avaient passé auprès de nous une période heureuse de leur vie. Monsieur Cordier qui était docteur en droit, devait, à sa retraite, s'installer comme avocat au Maroc, à Oudjda.

Né à Barr le 19 janvier 1915, Monsieur Charles Kleinknecht fait ses études à Strasbourg de septembre 1928 à octobre 1935, puis à l'École Nationale de la France d'Outre-Mer d'octobre 1935 à octobre 1937.
Saint-Maixent-l'École le mènera tout naturellement aux Tirailleurs Algériens, de novembre 1937 à avril 1938. C'est ensuite Bône et le Sud-tunisien, d'avril 1938 à septembre 1940, puis Constantine, d'octobre 1940 à octobre 1941.

Et c'est à Zemmora qu'il débute sa carrière professionnelle en qualité d'Administrateur Adjoint, poste qu'il occupera de novembre 1941 à juin 1946.

Cette carrière se poursuivra à Aïn-Séfra, à Géryville, à Ghardaïa. Il occupera les fonctions de Sous-Préfet de l'arrondissement du Mzab de 1960 à 1962. À son retour en France, il sera chargé du Service Départemental des Rapatriés du Bas-Rhin puis du Haut-Rhin. Il démissionnera en 1966 pour poursuivre une carrière civile. Il est décédé en 2002.
Monsieur Charles Kleinknecht est l'auteur de plusieurs ouvrages :

- Administrateur civil au Sahara (Une vie au service de l'Algérie et des Territoires du Sud) livre publié en 2001, qui vient de se voir attribuer le prix Lyautey.
- Les juifs du Mzab.